

SÉNAT

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1969-1970

Annexe au procès-verbal de la séance du 9 décembre 1969.

RAPPORT

FAIT

*au nom de la Commission des Finances, du Contrôle budgétaire et des Comptes économiques de la Nation (1), sur le projet de loi, ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, autorisant l'approbation de la **Convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République algérienne démocratique et populaire** tendant à éliminer les **doubles impositions** et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale, ensemble le **Protocole** et les trois échanges de lettres joints, signés à Alger le 2 octobre 1968,*

Par M. Georges PORTMANN,

Sénateur.

(1) Cette commission est composée de : MM. Alex Roubert, président ; Yvon Coudé du Foresto, Georges Portmann, André Dulin, vice-présidents ; Jacques Descours Desacres, Max Monichon, Geoffroy de Montalembert, secrétaires ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; André Armengaud, Jean Berthoin, Edouard Bonnefous, Jean-Eric Bousch, André Colin, Antoine Courrière, André Diligent, Paul Driant, Yves Durand, Marcel Fortier, Lucien Gautier, Henri Henneguelle, Gustave Héon, Roger Houdet, Michel Kistler, Fernand Lefort, Modeste Legouez, Jean-Marie Louvel, Marcel Martin, René Monory, Paul Pauly, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Joseph Raybaud, Paul Ribeyre, Robert Schmitt, Charles Suran, Louis Talamoni, Henri Tournan.

Voir les numéros :

Assemblée Nationale (4^e législ.) : 679, 815, 899 et in-8° 161.
Sénat : 73 (1969-1970).

Mesdames, Messieurs,

Le paragraphe 12 de la troisième partie de la déclaration des garanties faisant partie des « Déclarations gouvernementales du 19 mars 1962 relatives à l'Algérie » résultant des accords d'Evian stipulait : « Des dispositions ultérieures seront prises en vue de réprimer l'évasion fiscale et d'éviter les doubles impositions. Les ressortissants français bénéficieront sur le territoire algérien, dans les mêmes conditions que les ressortissants algériens, de toute disposition mettant à la charge de l'Etat ou des collectivités publiques la réparation des dommages subis par les personnes ou les biens. »

De ces deux catégories de mesures, apparemment liées dans le texte, nous savons trop, hélas, que la seconde est restée pratiquement lettre morte, nos compatriotes n'ayant qu'exceptionnellement bénéficié de la « réparation » promise.

La première a également donné lieu à de nombreux différends bien qu'un avant-projet de convention fiscale ait été transmis au Gouvernement algérien dès juillet 1962. Il a fallu négocier pendant plus de six ans pour aboutir, le 2 octobre 1968, à la signature du document soumis aujourd'hui à notre approbation.

Cette convention s'inspire assez largement des principes définis par le Comité fiscal de l'O. C. D. E.

Les sept premiers articles (titre I^{er}) définissent de la façon habituelle son champ d'application — qui, sur le plan géographique, comprendra nos Départements d'Outre-Mer — et la portée des termes employés.

Toutefois, pour tenir compte des liens particuliers existant entre la France et l'Algérie, quelques assouplissements ont été inscrits dans un protocole additionnel.

Ainsi, les personnels des entreprises privées exerçant encore en Algérie pourront bénéficier de la possibilité accordée à la France de considérer comme domiciliée sur son territoire, à condition que sa famille continue à y résider, toute personne y conservant son foyer d'habitation mais séjournant personnellement en Algérie pour ses activités professionnelles.

De même, les personnes morales seront fiscalement domiciliées au siège de leur direction effective et non de leur siège social statutaire.

Par ailleurs, la notion d'établissement stable sera plus restrictive sur quelques points secondaires. Seront notamment exclus de cette qualité les comptoirs d'achats ainsi que les installations fixes ou dépôts utilisés aux fins de stockage, d'exposition, de livraison, d'information ou de publicité.

Les impôts sur les revenus.

Le chapitre premier du titre II (art. 8 à 28) fixe les règles permettant d'éviter les doubles impositions pour les impôts sur le revenu.

Elles s'appliquent à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, à la taxe complémentaire à la taxe sur les salaires, à l'impôt sur le bénéfice des sociétés et autres personnes morales et aux contributions algériennes correspondantes, beaucoup plus variées.

Les revenus des biens immobiliers, y compris ceux des exploitations agricoles et forestières, ne seront imposables que dans l'Etat où ces biens sont situés. Il en sera de même pour les redevances versées pour la jouissance de ces biens ou l'exploitation de mines, carrières ou autres ressources naturelles.

Un principe identique sera appliqué aux entreprises industrielles, minières, commerciales ou financières, qui ne pourront être taxées que dans l'Etat où elles ont un établissement stable, pour les bénéfices s'y rattachant.

L'exception habituelle est prévue pour l'exploitation en trafic international des navires et des aéronefs, dont les bénéfices ne sont imposables qu'au domicile fiscal de la société.

L'Etat où se situe la source de l'activité sera seul considéré pour les salaires, traitements et rémunérations publics ou privés (sauf pour les salariés en mission temporaire et les personnels navigants des transports maritimes ou aériens). Il en sera de même pour les revenus des professionnels du spectacle.

Une exonération est toutefois prévue en faveur des étudiants et stagiaires pour les sommes gagnées dans un seul but d'entretien et de formation.

Par contre, le domicile fiscal du bénéficiaire sera déterminant pour :

— les produits de prêts, dépôts, comptes de dépôts, bons de caisse et autres créances non représentées par des titres négociables (sous réserve d'éventuelles retenues à la source) ;

— les droits d'auteur, les redevances sur brevets, marques de fabrique et fournitures assimilées (à moins qu'ils ne se rattachent à l'exploitation d'un établissement stable ou d'une installation fixe), avec toutefois la possibilité pour l'Etat d'où elles proviennent de les imposer dans la limite de 15 % de leur montant ;

— les pensions et rentes viagères ;

— les revenus des professions indépendantes, à moins qu'ils ne soient attribuables à une base fixe d'activité professionnelle dans l'autre Etat ;

— tous revenus ne faisant pas l'objet d'un régime spécial.

La notion de domicile fiscal, mais appliquée à l'entreprise, a également été retenue pour les revenus provenant :

— de navires ou aéronefs, en trafic international, ainsi qu'il est indiqué plus haut ;

— de tantièmes, jetons de présence et autres rémunérations attribuées aux membres des conseils d'administration ou de surveillance de sociétés ;

— de valeurs mobilières (avec répartition équitable pour les sociétés possédant un ou plusieurs établissements stables dans l'autre Etat).

Pour ces dernières, il a fallu cependant prévoir des modalités propres à éviter la double imposition non seulement au stade de la liquidation mais aussi de la retenue à la source prélevée par la société distributrice.

En France, cette retenue est prélevée au taux uniforme de 25 % pour l'ensemble des revenus de capitaux mobiliers lorsque ces produits bénéficient à une personne n'ayant pas son domicile ou son siège en France. En Algérie, ces revenus sont soumis à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, acquitté par voie de retenue à la source, en général au taux de 18 % et à l'impôt général sur le revenu.

Chaque Etat conserve le droit d'appliquer la retenue, au taux fixé par sa loi interne, aux revenus distribués par des sociétés ou collectivités ayant leur domicile fiscal sur son territoire. Dans le cas toutefois où une société ayant son siège sur le territoire de

l'un des deux Etats possède un ou plusieurs établissements stables dans l'autre Etat, ce dernier Etat ne peut soumettre à la retenue que la fraction des distributions qui est censée provenir de sources situées sur son propre territoire, cette fraction étant déterminée dans le rapport des bénéfices comptables réalisés dans ledit Etat et des bénéfices comptables totaux tels qu'ils résultent de son bilan général.

La double imposition se trouvant ainsi évitée au stade de la retenue à la source exigible lors de la distribution des revenus, elle est également éliminée lors de la liquidation de l'impôt dû par les bénéficiaires, dans les conditions suivantes.

Les revenus de capitaux mobiliers de source algérienne perçus par des personnes physiques, sociétés ou autres collectivités domiciliées en France sont compris dans cet Etat dans les bases des impôts pour leur montant brut, c'est-à-dire pour leur montant imposable avant déduction de l'impôt appliqué dans l'Etat de la source (Protocole additionnel art. 28), étant entendu :

- d'une part, que les revenus des capitaux mobiliers soumis à l'impôt algérien ouvrent droit, du côté français, à une déduction, applicable aux impôts exigibles en France sur les mêmes revenus, égale à 25 % en ce qui concerne les dividendes et à 12 % pour les autres catégories de revenus ;
- d'autre part, que les intérêts des prêts, dépôts, bons de caisse et toutes autres créances non représentées par des titres négociables ouvrent également droit, en France, à un crédit d'impôt forfaitaire de 18 % imputable, selon le cas, soit sur l'impôt sur le revenu des personnes physiques, soit sur l'impôt sur les sociétés.

Quant aux revenus de capitaux mobiliers et aux intérêts de source française qui sont perçus par des personnes domiciliées en Algérie, ils ne peuvent être assujettis dans cet Etat qu'à l'impôt général sur le revenu.

La France accordera également le remboursement, sous déduction de la retenue à la source afférente au montant des sommes remboursées, du précompte qui aura pu être acquitté par les sociétés françaises à raison de leurs dividendes distribués à des résidents d'Algérie.

Les impôts sur les successions.

Le chapitre II du titre II (art. 29 à 36) est applicable aux impôts sur les successions. Il attribue à un seul Etat le droit d'imposer les divers éléments du patrimoine.

Les biens immobiliers et les biens meubles corporels seront soumis à l'impôt dans l'Etat où ils sont situés, ainsi que les biens meubles affectés à des établissements stables ou à des installations permanentes.

Toutefois, le lieu d'immatriculation est, seul, pris en considération pour les bateaux et aéronefs.

Les biens meubles incorporels non rattachés à un établissement stable ou à une base fixe seront taxés dans l'Etat dont le défunt était résident au moment du décès. Sont rattachées à cette catégorie les valeurs mobilières et créances.

Deux importantes dérogations sont cependant apportées à ces principes. Lorsque des biens meubles, corporels ou incorporels, sont investis dans une entreprise commerciale, industrielle ou artisanale et à condition que ces investissements ne soient pas effectués dans des sociétés par actions, l'impôt est perçu dans l'Etat où est situé l'établissement stable auquel ces biens sont affectés. Dans le même ordre d'idées, les biens meubles rattachés à des installations permanentes et affectés à l'exercice d'une profession libérale ne sont soumis à l'impôt que dans l'Etat où se trouvent ces installations.

Chaque Etat conservera cependant le droit de calculer l'impôt sur les biens héréditaires réservés à son imposition exclusive, d'après le taux qui serait applicable à l'ensemble de la succession selon sa législation interne.

*

* *

Le chapitre III du titre II évite les cumuls de droits d'enregistrement et de timbre et le titre III organise une assistance administrative entre les autorités des deux pays.

La convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suivra l'échange des notifications de ratification, mais sera rétroactivement applicable pour l'imposition des revenus afférents

à l'année 1968 (exception faite pour ceux provenant de valeurs mobilières ou assimilés et de rémunérations de membres de conseil d'administration ou de surveillance des sociétés de capitaux).

L'ensemble est conforme aux règles internationales, en particulier à celles contenues dans les conventions fiscales conclues par la France avec d'autres pays.

Leur mise en œuvre est particulièrement urgente en raison des difficultés auxquelles se heurtent nos compatriotes demeurés en Algérie après l'indépendance.

Dans une lettre figurant en annexe le Gouvernement algérien s'est formellement engagé à supprimer l'obligation de production d'un quitus fiscal à laquelle sont actuellement soumis les Français quittant l'Algérie, à titre temporaire ou définitif.

D'autre part, le texte institue un sursis en matière de recouvrement d'impôt en cas d'existence de biens ou créances dans l'Etat requérant. Cette procédure devrait être utilisée en faveur de nos rapatriés.

Enfin, il est précisé, dans un échange de lettres annexé, que demeurent en vigueur les dispositions fiscales contenues dans l'Accord du 29 juillet 1965 sur les hydrocarbures. Celles-ci prévoient un partage d'imposition égal entre les deux pays.

Votre Commission des Finances se félicite de la conclusion de cette convention, qui devrait mettre fin à de nombreuses injustices dont sont encore victimes les Français d'Algérie, en matière fiscale.

Compte tenu des innombrables violations, par le Gouvernement algérien, des garanties juridiques offertes en différents domaines par la législation locale ou les accords librement signés, elle insiste vivement auprès du Gouvernement pour qu'il veille de très près au respect de ces dispositions.

C'est dans cet esprit qu'elle vous recommande l'adoption du projet de loi ci-après.

PROJET DE LOI

(Texte adopté par l'Assemblée Nationale.)

Article unique.

Est autorisée l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire, tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale, ensemble le Protocole et les trois échanges de lettres joints, signés à Alger le 2 octobre 1968 et dont le texte est annexé à la présente loi.

ANNEXES

— I —

CONVENTION

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE
GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET
POPULAIRE TENDANT A ÉLIMINER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET A
ÉTABLIR DES RÈGLES D'ASSISTANCE MUTUELLE ADMINISTRATIVE EN
MATIÈRE FISCALE

Le Gouvernement de la République française et le Gouverne-
ment de la République algérienne démocratique et populaire,
désireux d'éviter dans la mesure du possible les doubles imposi-
tions et d'établir des règles d'assistance réciproque en matière
d'impôts sur le revenu, d'impôts sur les successions, de droits
d'enregistrement et de droits de timbre, sont convenus, à cet
effet, des dispositions suivantes :

TITRE I^{er}

Dispositions générales.

Article 1^{er}.

Pour l'application de la présente Convention :

1° Le terme « personne » désigne :

a) Toute personne physique ;

b) Toute personne morale ;

c) Tout groupement de personnes physiques qui n'a pas la
personnalité morale.

2° Le terme « France » désigne la France métropolitaine et les
départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique et
Réunion).

3° Le terme « Algérie » désigne l'ensemble du territoire
algérien.

Article 2.

1. Une personne physique est domiciliée, au sens de la pré-
sente convention, au lieu où elle a son « foyer permanent
d'habitation ».

Si cette personne possède un foyer permanent d'habitation dans
les deux Etats, elle est réputée posséder son domicile dans celui
des Etats contractants où elle a le centre de ses activités profes-
sionnelles et, à défaut, où elle séjourne le plus longtemps.

2. Pour l'application de la présente convention, le domicile des personnes morales et des groupements de personnes physiques n'ayant pas la personnalité morale est situé au lieu du siège de leur direction effective.

Article 3.

Le terme « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires où une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

a) Constituent notamment des établissements stables :

- aa) Un siège d'exploitation ;
- bb) Une succursale ;
- cc) Un bureau de ventes desservant l'Etat où il est installé ;
- dd) Une usine ;
- ee) Un atelier ;
- ff) Une mine, carrière ou autre lieu d'extraction de ressources naturelles ;
- gg) Un chantier de construction ;
- hh) Un magasin de vente ;

b) On ne considère pas qu'il y a établissement stable si :

- aa) Des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;
- bb) Une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises à expédier à l'entreprise elle-même dans l'autre Etat contractant ;
- cc) Une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de publicité, de fourniture d'informations, de recherches scientifiques ou d'activités analogues qui ont pour l'entreprise un caractère préparatoire ou auxiliaire, à condition qu'aucune commande n'y soit recueillie.

c) Une personne agissant dans un Etat contractant pour le compte d'une entreprise de l'autre Etat contractant — autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant visé à l'alinéa e ci-après — est considérée comme « établissement stable » dans le premier Etat si elle dispose dans cet Etat de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise à moins que l'activité de cette personne soit limitée à l'achat des marchandises pour l'entreprise et pour autant que ces marchandises ne soient pas revendues dans le premier Etat.

Est notamment considéré comme exerçant de tels pouvoirs l'agent qui dispose habituellement, dans le premier Etat contractant, d'un stock de produits ou marchandises appartenant à l'entreprise au moyen duquel il exécute régulièrement les commandes qu'il a reçues pour le compte de l'entreprise.

d) Une entreprise d'assurances de l'un des Etats contractants est considérée comme ayant un établissement stable dans l'autre Etat contractant dès l'instant que, par l'intermédiaire d'un représentant ayant pouvoir de l'engager, elle perçoit des primes sur le territoire dudit Etat, assure des risques situés sur ce territoire ou, plus généralement, conclut des contrats d'assurance sur ce territoire.

e) On ne considère pas qu'une entreprise d'un Etat contractant a un établissement stable dans l'autre Etat contractant du seul fait qu'elle y effectue des opérations commerciales par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de

tout autre intermédiaire jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité et soient imposées pour ces opérations dans l'autre Etat contractant. Toutefois, si l'intermédiaire dont le concours est utilisé dispose d'un stock de marchandises en dépôt ou consignation à partir duquel sont effectuées les ventes et les livraisons, il est admis que ce stock est caractéristique de l'existence d'un établissement stable de l'entreprise.

f) Le fait qu'une société domiciliée dans un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est domiciliée dans l'autre Etat contractant ou qui y effectue des opérations commerciales (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces deux sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 4.

Sont considérés comme biens immobiliers, pour l'application de la présente convention, les biens et droits auxquels la législation fiscale en vigueur dans le pays de situation de ces biens confère cette qualité ainsi que les droits d'usufruit sur les biens immobiliers, à l'exception des créances de toutes nature garanties par gage immobilier.

La question de savoir si un bien ou un droit peut être considéré comme l'accessoire d'un immeuble sera résolue d'après la législation de l'Etat sur le territoire duquel est situé le bien considéré ou le bien sur lequel porte le droit envisagé.

Article 5.

1. Les ressortissants, les sociétés et autres groupements d'un Etat contractant ne seront pas soumis dans l'autre Etat à des impôts autres ou plus élevés que ceux frappant les ressortissants, les sociétés et autres groupements de ce dernier Etat se trouvant placés dans la même situation.

2. En particulier, les ressortissants d'un Etat contractant qui sont imposables sur le territoire de l'autre Etat contractant bénéficient, dans les mêmes conditions que les ressortissants de ce dernier Etat, des exemptions, abattements à la base, déductions et réductions d'impôts ou taxes quelconques accordés pour charges de famille.

Article 6.

Pour l'application des dispositions contenues dans la présente convention, l'expression « autorités compétentes » désigne :

Dans le cas de la France, le Ministre de l'économie et des finances ;

Dans le cas de l'Algérie, le Ministre d'Etat chargé des finances et du Plan,

ou leurs représentants dûment autorisés.

Article 7.

Pour l'application de la présente convention par l'un des Etats contractants, tout terme non spécialement défini dans cette convention recevra, à moins que le contexte ne l'exige autrement, la signification que lui donnent les lois en vigueur dans l'Etat considéré, en ce qui concerne les impôts visés dans cette convention.

TITRE II

Doubles impositions.

CHAPITRE I^{er}

Impôts sur les revenus.

Article 8.

1. Le présent chapitre est applicable aux impôts sur le revenu perçus pour le compte de chacun des Etats contractants et de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.

Sont considérés comme impôts sur les revenus les impôts sur le revenu global ou sur les éléments du revenu (y compris les plus-values).

2. Les dispositions du présent chapitre ont pour objet d'éviter les doubles impositions qui pourraient résulter, pour les personnes (entendues au sens de l'article 1^{er}) dont le domicile fiscal, déterminé conformément à l'article 2, est situé dans l'un des Etats contractants, de la perception simultanée ou successive dans cet Etat et dans l'autre Etat contractant des impôts visés au paragraphe 1 ci-dessus.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique le présent chapitre sont :

En ce qui concerne la France :

- a) L'impôt sur le revenu des personnes physiques ;
- b) La taxe complémentaire ;
- c) La taxe sur les salaires ;
- d) L'impôt sur les bénéfices des sociétés et autres personnes morales, ainsi que toutes retenues, tous précomptes et avances décomptés sur ces impôts.

En ce qui concerne l'Algérie :

- a) Les impôts cédulaires sur le revenu, c'est-à-dire :
 - aa) La taxe foncière des propriétés bâties et non bâties, y compris les cotisations visées aux articles 28 et 33 de l'ordonnance n° 67-83 du 2 juin 1967 ;
 - bb) L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ;
 - cc) L'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole ;
 - dd) L'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales.
- b) L'impôt sur le revenu des valeurs et capitaux mobiliers.
- c) La redevance et l'impôt direct sur les bénéfices dont sont passibles en Algérie les entreprises se livrant à la recherche, l'exploitation ou au transport par canalisation des hydrocarbures.
- d) Le versement forfaitaire à la charge des employeurs et débirentiers.
- e) L'impôt sur les traitements publics et privés, indemnités et émoluments, salaires, pensions et rentes viagères.
- f) L'impôt complémentaire sur l'ensemble du revenu.
- g) La taxe complémentaire sur les hauts salaires instituée par l'article 15 de la loi n° 62-155 du 31 décembre 1962.
- h) Le prélèvement exceptionnel temporaire institué par l'article 3 de la loi n° 63-295 du 10 août 1963.
- i) La lezma des palmiers et la taxe annexe.
- j) L'impôt zekkat et la taxe annexe.
- k) La taxe sur l'activité professionnelle perçue en faveur des collectivités locales et les taxes directes locales.

4. La convention s'appliquera aussi aux impôts futurs de nature identique ou analogue qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiqueront dès leur promulgation les modifications apportées à leur législation fiscale.

5. Il est entendu que, dans le cas où la législation fiscale de l'un des Etats contractants ferait l'objet de modifications affectant sensiblement la nature ou le caractère des impôts visés au paragraphe 3 du présent article, les autorités compétentes des deux Etats se concerteront pour déterminer les aménagements qu'il serait éventuellement nécessaire d'apporter à la présente convention.

Article 9.

Les revenus des biens immobiliers, y compris les bénéfiques des exploitations agricoles et forestières, ne sont imposables que dans l'Etat où ces biens sont situés.

Article 10.

1. Les revenus des entreprises industrielles, minières, commerciales ou financières ne sont imposables que dans l'Etat sur le territoire duquel se trouve un établissement stable.

2. Lorsqu'une entreprise possède des établissements stables dans les deux Etats contractants, chacun d'eux ne peut imposer que le revenu provenant de l'activité des établissements stables situés sur son territoire.

3. Le bénéfice imposable ne peut excéder le montant des bénéfiques industriels, miniers, commerciaux ou financiers déterminés en conformité de la législation fiscale et réalisés par l'établissement stable, y compris, s'il y a lieu, les bénéfiques ou avantages retirés indirectement de cet établissement ou qui auraient été attribués ou accordés à des tiers soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen. Une quote-part des frais généraux du siège de l'entreprise est imputée aux résultats des différents établissements stables au prorata du chiffre d'affaires réalisé dans chacun d'eux.

4. Lorsque les contribuables dont l'activité s'étend sur les territoires des deux Etats contractants ne tiennent pas une comptabilité régulière faisant ressortir distinctement et exactement les bénéfiques afférents aux établissements stables situés dans l'un et l'autre Etat, le bénéfice respectivement imposable par ces Etats peut être déterminé en répartissant les résultats globaux au prorata du chiffre d'affaires réalisé dans chacun d'eux.

5. Dans le cas où un des établissements situés dans l'un ou l'autre des Etats contractants ne réalise pas de chiffre d'affaires et dans le cas où les activités exercées dans chaque Etat ne sont pas comparables, les autorités compétentes des deux Etats se concertent pour arrêter les conditions d'application des paragraphes 3 et 4 ci-dessus.

Article 11.

1. Lorsqu'une entreprise de l'un des Etats contractants, du fait de sa participation à la gestion ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, fait ou impose à cette dernière, dans leurs relations commerciales ou financières, des conditions différentes de celles qui seraient faites à une tierce

entreprise, tous bénéfiques qui auraient dû normalement apparaître dans les comptes de l'une des entreprises, mais qui ont été de la sorte transférés à l'autre entreprise, peuvent être incorporés aux bénéfiques imposables de la première entreprise.

2. Une entreprise est considérée comme participant à la gestion ou au capital d'une autre entreprise notamment lorsque la ou les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la gestion ou au capital de chacune de ces deux entreprises.

Article 12.

Les revenus provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où se trouve le domicile fiscal de l'entreprise.

Article 13.

1. Sous réserve des dispositions des articles 15 à 17 ci-après, les revenus des valeurs mobilières et les revenus assimilés (produits d'actions, de parts de fondateur, de parts d'intérêt et de commandites, intérêts d'obligations ou de tous autres titres d'emprunts négociables) payés par des sociétés ou des collectivités publiques ou privées ayant leur domicile fiscal sur le territoire de l'un des Etats contractants sont imposables dans cet Etat.

2. Lorsque les dividendes distribués par les sociétés ayant leur domicile fiscal en France donnent lieu à la perception du précompte mobilier, les bénéficiaires de ces revenus domiciliés en Algérie peuvent en obtenir le remboursement sous déduction de la retenue à la source afférente au montant des sommes remboursées. Les modalités d'application de cette disposition seront fixées par commune entente entre les autorités compétentes des deux Etats.

Article 14.

Une société d'un Etat contractant ne peut être assujettie sur le territoire de l'autre Etat contractant au paiement d'un impôt sur les distributions de revenus de valeurs mobilières et de revenus assimilés (produits d'action, de parts de fondateur, de parts d'intérêt et de commandites, intérêts d'obligations ou de tous autres titres d'emprunts négociables) qu'elle effectue, du seul fait de sa participation dans la gestion ou dans le capital de sociétés domiciliées dans cet autre Etat ou à cause de tout autre rapport avec ces sociétés ; mais les produits distribués par ces dernières sociétés et passibles de l'impôt sont, le cas échéant, augmentés de tous les bénéfices ou avantages que la société du premier Etat aurait directement retirés desdites sociétés soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen.

Article 15.

1. Lorsqu'une société ayant son domicile fiscal dans l'un des Etats contractants s'y trouve soumise au régime fiscal des sociétés de capitaux et qu'elle possède un ou plusieurs établissements stables sur le territoire de l'autre Etat contractant à raison desquels elle est soumise dans ce dernier Etat au paiement d'un impôt frappant les distributions de revenus de valeurs mobilières et de revenus assimilés (produits d'action, de parts de fondateur, de parts d'intérêt et de commandites, intérêts d'obligations ou de tous autres titres d'emprunts négociables), il est procédé à une répartition, entre les deux Etats, des revenus passibles de cet impôt.

2. La répartition prévue au paragraphe qui précède s'établit pour chaque exercice, sur la base du rapport :

A

— pour l'Etat dans lequel la société n'a pas son domicile fiscal ;

B

B-A

— pour l'Etat dans lequel la société a son domicile fiscal.

B

La lettre A désignant le montant des bénéfices comptables provenant à la société de l'ensemble des établissements stables qu'elle possède dans l'Etat où elle n'a pas son domicile fiscal, toutes compensations étant faites entre les résultats bénéficiaires et les résultats déficitaires de ces établissements. Ces bénéfices comptables s'entendent de ceux qui sont réputés réalisés dans lesdits établissements, au regard des dispositions des articles 10 et 11 de la présente convention.

La lettre B désignant le bénéfice comptable total de la société, tel qu'il résulte de son bilan général.

Pour la détermination du bénéfice comptable total, il est fait abstraction des résultats déficitaires constatés pour l'ensemble des établissements stables de la société dans un Etat quelconque, toutes compensations étant faites entre les résultats bénéficiaires et les résultats déficitaires de ces établissements.

Dans le cas où le bénéfice comptable total d'un exercice est nul ou négatif, la répartition s'effectue sur les bases antérieurement dégagées.

En l'absence de bases antérieurement dégagées, la répartition s'effectue selon une quotité fixée par commune entente entre les autorités compétentes des Etats contractants intéressés.

3. Lorsque les bénéfices distribués comprennent des produits de participations détenues par la société dans le capital d'autres sociétés et que ces participations remplissent, pour bénéficiaire des régimes spéciaux auxquels sont soumises les sociétés affiliées, les conditions exigées en vertu de la législation interne soit de l'Etat du domicile fiscal de la société, soit de l'autre Etat, selon qu'elles figurent à l'actif du bilan concernant l'établissement stable situé dans le premier ou dans le second Etat, chacun desdits Etats applique à ces bénéfices distribués, dans la mesure où ils proviennent du produit des participations régies par sa législation interne, les dispositions de cette législation, en même temps qu'il taxe la partie desdits bénéfices qui ne provient pas du produit de participations, dans la mesure où l'imposition lui en est attribuée suivant les modalités prévues au paragraphe 2 ci-dessus.

Article 16.

1. Quand, à la suite de contrôles exercés par les administrations fiscales compétentes, il est effectué, sur le montant des bénéfices réalisés au cours d'un exercice, des redressements ayant pour résultat de modifier la proportion définie au paragraphe 2 de l'article 15, il est tenu compte de ces redressements pour la répartition entre les deux Etats contractants, des bases d'imposition afférentes à l'exercice au cours duquel les redressements interviennent.

2. Les redressements portant sur le montant des revenus à répartir, mais n'affectant pas la proportion des bénéfices réalisés dont il a été tenu compte pour la répartition des revenus faisant l'objet desdits redressements, donnent lieu, selon les règles applicables dans chaque Etat, à une imposition supplémentaire répartie suivant la même proportion que l'imposition initiale.

Article 17.

1. La répartition des bases d'imposition visée à l'article 15 est opérée par la société et notifiée par elle à chacune des administrations fiscales compétentes, dans le délai qui lui est imparti par la législation de chaque Etat pour déclarer les distributions de produits imposables auxquels elle procède.

A l'appui de cette répartition, la société fournit à chacune des dites administrations outre les documents qu'elle est tenue de produire ou de déposer en vertu de la législation interne, une copie de ceux produits ou déposés auprès de l'administration de l'autre Etat.

2. Les difficultés ou contestations qui peuvent surgir au sujet de la répartition des bases d'imposition sont réglées d'une commune entente entre les administrations fiscales compétentes.

A défaut d'accord, le différend est tranché par la commission mixte prévue à l'article 42.

Article 18.

Les tantièmes, jetons de présence et autres rémunérations attribués aux membres des conseils d'administrations ou de surveillance de sociétés anonymes, sociétés en commandite par actions ou sociétés coopératives, en leur dite qualité, sont imposables dans l'Etat contractant où la société a son domicile fiscal, sous réserve de l'application des articles 22 à 24 ci-après en ce qui concerne les rémunérations perçues par les intéressés en leurs autres qualités effectives.

Si la société possède un ou plusieurs établissements stables sur le territoire de l'autre Etat contractant, les tantièmes, jetons de présence et autres rémunérations visés ci-dessus sont imposés dans les conditions fixées aux articles 15 à 17.

Article 19.

1. L'impôt sur le revenu des prêts, dépôts, comptes de dépôts, bons de caisse et de toutes autres créances non représentées par des titres négociables est perçu dans l'Etat du domicile fiscal du créancier.

2. Toutefois, chaque Etat contractant conserve le droit d'imposer par voie de retenues à la source, si sa législation interne le prévoit, les revenus visés au paragraphe 1° ci-dessus.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ci-dessus ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des intérêts, domicilié dans un Etat contractant, possède dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, un établissement stable auquel se rattache effectivement la créance qui les produit. Dans ce cas, l'article 10 concernant l'imputation des bénéfices aux établissements stables est applicable.

Article 20.

1. Les redevances (royalties) versées pour la jouissance de biens immobiliers ou l'exploitation de mines, carrières ou autres ressources naturelles ne sont imposables que dans celui des Etats contractants où sont situés ces biens, mines, carrières ou autres ressources naturelles.

2. Les redevances versées en contrepartie de l'usage ou du droit à l'usage de droits d'auteur sur des œuvres littéraires, artistiques ou scientifiques, non compris les films cinématographiques, qui sont payées dans l'un des Etats contractants à une personne ayant son domicile fiscal dans l'autre Etat contractant, ne sont imposables que dans ce dernier Etat.

3. Les redevances (royalties) provenant de la vente ou de la concession de licences d'exploitation de brevets, marques de fabrique, procédés ou formules secrets provenant de sources situées sur le territoire de l'un des Etats contractants et payées à une personne domiciliée dans l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

Toutefois ces redevances peuvent être imposées dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat contractant, mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 p. 100 du montant des redevances.

4. Sont traitées comme les redevances visées au paragraphe 3 les sommes payées pour la location ou le droit d'utilisation des films cinématographiques et de télévision, les rémunérations analogues pour la fourniture d'informations concernant des expériences d'ordre industriel, commercial ou scientifique ainsi que les rémunérations pour des études techniques ou économiques.

Il en est de même des droits de location et rémunérations analogues pour l'usage ou le droit à usage d'équipements agricoles, industriels, portuaires, commerciaux ou scientifiques.

5. Si une redevance (royalties) est supérieure à la valeur intrinsèque et normale des droits pour lesquels elle est payée, l'exemption prévue au paragraphe 2 ou, selon le cas, la limitation prévue au paragraphe 3 ne peut être appliquée qu'à la partie de cette redevance qui correspond à cette valeur intrinsèque et normale.

6. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des redevances ou autres rémunérations entretient dans l'Etat contractant d'où proviennent ces revenus un établissement stable ou une installation fixe d'affaires servant à l'exercice d'une profession libérale ou d'une autre activité indépendante et que ces redevances ou autres rémunérations sont à attribuer à cet établissement stable ou à cette installation fixe d'affaires. Dans ce cas, ledit Etat a le droit d'imposer ces revenus conformément à sa législation.

Article 21.

Les pensions et les rentes viagères ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le bénéficiaire a son domicile fiscal.

Article 22.

1. Sauf accords particuliers prévoyant des régimes spéciaux en cette matière, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'une personne domiciliée dans l'un des deux Etats contractants reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi est exercé dans l'autre Etat contractant, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, les rémunérations qu'une personne domiciliée dans un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :

a) Le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de l'année fiscale considérée ;

b) Les rémunérations sont payées par un employeur qui n'est pas domicilié dans l'autre Etat, et

c) Les rémunérations ne sont pas déduites des bénéfices d'un établissement stable ou d'une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations afférentes à une activité exercée à bord d'un navire ou d'un aéronef en trafic international ne sont imposables que dans l'Etat contractant où l'entreprise a son domicile.

Article 23.

Les traitements, salaires, indemnités ou émoluments, pensions et rentes viagères, payés par des personnes physiques ou morales — autres que l'un des Etats contractants ou les collectivités publiques ou personnes morales de droit public à caractère administratif de ces Etats — ne sont imposables au titre du versement forfaitaire à la charge des employeurs et débirentiers ou de la taxe sur les salaires, que dans l'Etat où ces employeurs ou débirentiers ont leur domicile ou un établissement stable ou base fixe qui supportent la charge de ces rémunérations.

Article 24.

1. Sans préjudice des dispositions de l'article 20, les revenus qu'une personne domiciliée dans un Etat contractant retire d'une profession libérale ou d'autres activités indépendantes de caractère analogue ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que cette personne ne dispose de façon habituelle dans l'autre Etat contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. Si elle dispose d'une telle base, la partie des revenus qui peut être attribuée à cette base est imposable dans cet autre Etat.

2. Sont considérées comme professions libérales, au sens du présent article, notamment l'activité scientifique, artistique, littéraire, enseignante ou pédagogique ainsi que celle des médecins, avocats, architectes ou ingénieurs.

Article 25.

Les bénéfices et cachets retirés de représentations théâtrales, musicales, de music-hall, de cirque ou analogues ne sont imposables que dans l'Etat contractant où ces représentations ont lieu.

Article 26.

Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire de l'un des deux Etats contractants, séjournant dans l'autre Etat contractant à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet autre Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet autre Etat.

Article 27.

Les revenus non mentionnés aux articles précédents ne sont imposables que dans l'Etat contractant du domicile fiscal du bénéficiaire à moins que ces revenus ne se rattachent à l'activité d'un établissement stable que ce bénéficiaire posséderait dans l'autre Etat contractant.

Article 28.

Il est entendu que la double imposition est évitée de la manière suivante :

1. Un Etat contractant ne peut pas comprendre dans les bases des impôts sur le revenu visés à l'article 8 les revenus qui sont exclusivement imposables dans l'autre Etat contractant

en vertu de la présente convention mais chaque Etat conserve le droit de calculer l'impôt au taux correspondant à l'ensemble des revenus imposables d'après sa législation.

2. Les revenus visés aux articles 13, 15, 18 et 19 ayant leur source en Algérie et perçus par des personnes domiciliées en France ne peuvent être imposés en Algérie qu'à l'impôt sur le revenu des valeurs et capitaux mobiliers.

Réciproquement les revenus de même nature ayant leur source en France et perçus par des personnes domiciliées en Algérie ne peuvent être imposés en France qu'à la retenue à la source sur le revenu des capitaux mobiliers.

3. Les revenus de capitaux mobiliers et les intérêts de source algérienne visés aux articles 13, 15, 18 et 19 et perçus par des personnes physiques, sociétés ou autres collectivités domiciliées en France sont compris dans cet Etat dans les bases des impôts visés au paragraphe 3° de l'article 8 pour leur montant brut sous réserve des dispositions ci-après :

a) Les revenus mobiliers de source algérienne visés aux articles 13, 15 et 18 et soumis à l'impôt algérien sur le revenu des valeurs et capitaux mobiliers par application desdits articles ouvrent droit à une déduction applicable aux impôts exigibles en France sur les mêmes revenus. Cette déduction est fixée à 25 p. 100 en ce qui concerne les dividendes et à 12 p. 100 en ce qui concerne les autres catégories de revenus ;

b) Les intérêts visés à l'article 19 provenant de sources algériennes et qui ont été soumis à l'impôt sur le revenu des valeurs et capitaux mobiliers en Algérie donnent droit en France à un crédit d'impôt de 18 p. 100 au profit du bénéficiaire de ces intérêts domicilié en France. Ce crédit s'impute soit sur l'impôt sur le revenu des personnes physiques, soit sur l'impôt sur les sociétés.

4. Les revenus visés aux paragraphes 3 et 4 de l'article 20 ayant leur source en Algérie et perçus par des personnes domiciliées en France sont compris dans cet Etat dans les bases des impôts visés au paragraphe 3° de l'article 8 pour leur montant brut mais le montant de l'impôt afférent à ces revenus acquitté en Algérie est imputé sur le montant de l'impôt français dû à raison desdits revenus et dans la limite de cet impôt.

5. Les revenus de sources françaises visés aux articles 13, 15, 18 et 19 et aux paragraphes 3 et 4 de l'article 20 et perçus par des personnes domiciliées en Algérie ne peuvent être assujettis dans cet Etat qu'à l'impôt complémentaire sur l'ensemble du revenu.

CHAPITRE II

Impôts sur les successions.

Article 29.

1. Le présent chapitre est applicable aux impôts sur les successions perçus pour le compte de chacun des Etats contractants.

Sont considérés comme impôts sur les successions : les impôts perçus par suite de décès sous forme d'impôts sur la masse successorale, d'impôts sur les parts héréditaires, de droits de mutation ou d'impôts sur les donations pour cause de mort.

2. Les impôts actuels auxquels s'applique le présent chapitre sont :

En ce qui concerne la France : l'impôt sur les successions.

En ce qui concerne l'Algérie : l'impôt sur les successions.

Article 30.

Les biens immobiliers (y compris les accessoires) ne sont soumis à l'impôt sur les successions que dans l'Etat contractant où ils sont situés : le cheptel mort ou vif servant à une exploitation agricole ou forestière n'est imposable que dans l'Etat contractant où l'exploitation est située.

Article 31.

1. Les biens meubles corporels ou incorporels laissés par un défunt ayant eu au moment de son décès son domicile dans l'un des Etats contractants et investis dans une entreprise commerciale, industrielle ou artisanale de tout genre sont soumis à l'impôt sur les successions suivant la règle ci-après :

a) Si l'entreprise ne possède un établissement stable que dans l'un des deux Etats contractants, les biens ne sont soumis à l'impôt que dans cet Etat ; il en est ainsi même lorsque l'entreprise étend son activité sur le territoire de l'autre Etat contractant sans y avoir un établissement stable ;

b) Si l'entreprise a un établissement stable dans les deux Etats contractants, les biens sont soumis à l'impôt dans chaque Etat dans la mesure où ils sont affectés à un établissement stable situé sur le territoire de cet Etat.

2. Sont également considérés comme biens investis dans une entreprise commerciale, industrielle ou artisanale les participations à des entreprises sous forme de sociétés, à l'exception des actions, parts bénéficiaires et autres titres analogues des sociétés par actions.

Article 32.

Les biens meubles corporels ou incorporels rattachés à des installations permanentes et affectés à l'exercice d'une profession libérale dans l'un des Etats contractants ne sont soumis à l'impôt sur les successions que dans l'Etat contractant où se trouvent ces installations.

Article 33.

Les biens meubles corporels, y compris les meubles meublants, le linge et les objets ménagers ainsi que les objets et collections d'art autres que les meubles visés aux articles 31 et 32 ne sont soumis à l'impôt sur les successions que dans celui des Etats contractants où ils se trouvent effectivement à la date du décès.

Toutefois, les bateaux et les aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où ils ont été immatriculés.

Article 34.

Les biens de la succession auxquels les articles 30 à 33 ne sont pas applicables ne sont soumis aux impôts sur les successions que dans l'Etat contractant où le défunt avait son domicile au moment de son décès.

Article 35.

1. Les dettes afférentes aux entreprises visées aux articles 31 et 32 sont imputables sur les biens affectés à ces entreprises. Si l'entreprise possède, selon le cas, un établissement stable

ou une installation permanente dans les deux Etats contractants, les dettes sont imputables sur les biens affectés à l'établissement ou à l'installation dont elles dépendent.

2. Les dettes garanties soit par des immeubles ou des droits immobiliers, soit par des bateaux ou aéronefs visés à l'article 33, soit par des biens affectés à l'exercice d'une profession libérale dans les conditions prévues à l'article 32, soit par des biens affectés à une entreprise de la nature visée à l'article 31 sont imputables sur ces biens. Si la même dette est garantie à la fois par des biens situés dans les deux Etats, l'imputation se fait sur les biens situés dans chacun d'eux proportionnellement à la valeur taxable de ces biens.

Cette disposition n'est applicable aux dettes visées au paragraphe 1 que dans la mesure où ces dettes ne sont pas couvertes par l'imputation prévue à ce paragraphe.

3. Les dettes non visées aux paragraphes 1 et 2 sont imputables sur les biens auxquels sont applicables les dispositions de l'article 34.

4. Si l'imputation prévue aux trois paragraphes qui précèdent laisse subsister dans un Etat contractant un solde non couvert, ce solde est déduit des autres biens soumis à l'impôt des successions dans ce même Etat.

S'il ne reste pas dans cet Etat d'autres biens soumis à l'impôt ou si la déduction laisse encore subsister un solde non couvert, ce solde est imputé sur les biens soumis à l'impôt dans l'autre Etat contractant.

Article 36.

Nonobstant les dispositions des articles 30 à 35, chaque Etat contractant conserve le droit de calculer l'impôt sur les biens héréditaires qui sont réservés à son imposition exclusive, d'après le taux moyen qui serait applicable s'il était tenu compte de l'ensemble des biens qui seraient imposables d'après sa législation interne.

CHAPITRE III

Droits d'enregistrement autres que les droits de succession.

Droits de timbre.

Article 37.

1. Les droits afférents à un acte ou un jugement soumis à l'obligation de l'enregistrement sont, sous réserve des dispositions des paragraphes 2 et 3 ci-après, dus dans l'Etat où l'acte est établi ou le jugement rendu.

Lorsqu'un acte ou un jugement établi ou rendu dans l'un des Etats contractants est présenté à l'enregistrement dans l'autre Etat contractant, les droits applicables dans ce dernier Etat sont déterminés suivant les règles prévues par sa législation interne, sauf imputation, le cas échéant, des droits d'enregistrement qui ont été perçus dans le premier Etat sur les droits dus dans cet autre Etat.

2. Les actes constitutifs de sociétés ou modificatifs du pacte social ne donnent lieu à la perception du droit proportionnel d'apport que dans l'Etat où est situé le siège statutaire de la société. S'il s'agit de fusion ou d'opération assimilée, la perception est effectuée dans l'Etat où est situé le siège de la société absorbante ou nouvelle.

Toutefois, par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, le droit d'apport exigible sur les immeubles et les fonds de commerce apportés en propriété ou en usufruit ainsi que le droit au bail ou le bénéfice d'une promesse de bail portant sur tout ou partie d'un immeuble n'est perçu que dans celui des Etats contractants sur le territoire duquel ces immeubles ou ces fonds de commerce sont situés.

3. Les actes ou jugements portant mutation de propriété, d'usufruit d'immeuble ou de fonds de commerce, ceux portant mutation de jouissance d'immeuble et les actes ou jugements constatant une cession de droit à un bail ou au bénéfice d'une promesse de bail portant sur tout ou partie d'un immeuble ne peuvent être assujettis à un droit de mutation et à la taxe de publicité foncière que dans celui des Etats contractants sur le territoire duquel ces immeubles ou ces fonds de commerce sont situés.

Article 38.

Les actes ou effets créés dans l'un des Etats contractants ne sont pas soumis au timbre dans l'autre Etat contractant lorsqu'ils ont effectivement supporté cet impôt au tarif applicable dans le premier Etat, ou lorsqu'ils en sont légalement exonérés dans ledit Etat.

TITRE III

Assistance administrative.

Article 39.

1. Les autorités fiscales de chacun des Etats contractants transmettent aux autorités fiscales de l'autre Etat contractant les renseignements d'ordre fiscal qu'elles peuvent avoir à leur disposition et qui sont utiles à ces dernières autorités pour assurer l'établissement et le recouvrement réguliers des impôts visés par la présente Convention.

2. Les renseignements ainsi échangés, qui conservent un caractère secret, ne sont pas communiqués à des personnes autres que celles qui sont chargées de l'assiette et du recouvrement des impôts visés par la présente convention. Aucun renseignement n'est échangé qui révélerait un secret commercial, industriel ou professionnel. L'assistance peut ne pas être donnée lorsque l'Etat requis estime qu'elle est de nature à mettre en danger sa souveraineté ou sa sécurité ou à porter atteinte à ses intérêts généraux.

3. L'échange des renseignements a lieu soit d'office, soit sur demande visant des cas concrets. Les autorités compétentes des Etats contractants s'entendent pour déterminer la liste des informations qui sont fournies d'office.

Article 40.

1. Les Etats contractants conviennent de se prêter mutuellement assistance et appui en vue de recouvrer, suivant les règles propres à leur législation ou réglementation respectives, les impôts visés par la présente convention ainsi que les majorations de droits, droits en sus, indemnités de retard, intérêts et frais afférents à ces impôts lorsque ces sommes sont définitivement dues en application des lois ou règlements de l'Etat demandeur et en conformité de la présente Convention.

2. La demande formulée à cette fin doit être accompagnée des documents exigés par les lois et règlements de l'Etat requérant pour établir que les sommes à recouvrer sont définitivement dues.

3. Au vu de ces documents, les significations et mesures de recouvrement et de perception ont lieu dans l'Etat requis conformément aux lois ou règlements applicables pour le recouvrement et la perception de ses propres impôts.

4. Les créances fiscales à recouvrer bénéficient des mêmes sûretés, privilèges et règles de procédure que les créances fiscales de même nature dans l'Etat de recouvrement.

Article 41.

En ce qui concerne les créances fiscales qui sont encore susceptibles de recours, les autorités fiscales de l'Etat créancier, pour la sauvegarde de ses droits, peuvent demander aux autorités fiscales compétentes de l'autre Etat contractant de prendre les mesures conservatoires que la législation ou la réglementation de celui-ci autorise.

TITRE IV

Dispositions diverses.

Article 42.

1. Si un contribuable fait valoir que les mesures prises par les autorités fiscales des Etats contractants entraînent une imposition non conforme aux principes de la présente convention, il présentera une réclamation aux autorités compétentes de l'Etat dont il conteste l'imposition. Si cette réclamation n'est pas accueillie ou reste sans suite pendant un délai de six mois, il peut saisir les autorités compétentes de l'autre Etat. Si le bien-fondé de sa demande est reconnu, ces autorités s'entendent avec les autorités compétentes du premier Etat pour éviter une imposition non conforme à la convention.

2. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent également s'entendre pour supprimer la double imposition dans les cas non réglés par la présente convention, ainsi que dans les cas où l'application de la présente convention donnerait lieu à des difficultés.

3. S'il apparaît que, pour parvenir à une entente, des pourparlers soient opportuns, l'affaire est déférée à une commission mixte composée de représentants, en nombre égal, des Etats contractants. La présidence de la commission est exercée alternativement par un membre de chaque délégation.

Article 43.

Les autorités compétentes des deux Etats contractants se concerteront pour déterminer, d'une commune entente et dans la mesure utile, les modalités d'application de la présente convention.

Article 44.

1. La présente convention sera approuvée conformément aux dispositions constitutionnelles en vigueur dans chacun des deux pays. Elle entrera en vigueur le premier jour du mois qui

suivra l'échange des notifications constatant que de part et d'autre il a été satisfait à ces dispositions, étant entendu qu'elle produira ses effets pour la première fois :

- en ce qui concerne les impôts sur le revenu, pour l'imposition des revenus afférents à l'année civile 1968 ou aux exercices clos au cours de cette année. Toutefois, pour ce qui est des revenus dont l'imposition est réglée par les articles 15 à 18, la Convention s'appliquera aux distributions qui auront lieu postérieurement à l'entrée en vigueur de la Convention ;
- en ce qui concerne les impôts sur les successions, pour les successions de personnes dont le décès se produira depuis et y compris le jour de l'entrée en vigueur de la Convention ;
- en ce qui concerne les droits d'enregistrement et les droits de timbre, pour les actes et les jugements postérieurs à l'entrée en vigueur de la Convention.

2. Par dérogation aux dispositions du paragraphe précédent, l'assistance au recouvrement prévue par les articles 40 et 41 trouvera pour la première fois son application pour les impositions portant sur les revenus afférents à l'année civile d'entrée en vigueur de la présente convention ou aux exercices ouverts postérieurement à cette entrée en vigueur.

Article 45.

La Convention restera en vigueur sans limitation de durée.

Toutefois, à partir du 1^{er} janvier 1969, chaque Gouvernement pourra, moyennant un préavis de six mois, notifié par la voie diplomatique, la dénoncer à compter du 1^{er} janvier d'une année civile. En ce cas, la Convention cessera de s'appliquer :

- en ce qui concerne l'imposition des revenus, aux revenus acquis ou mis en paiement au cours de l'année civile précédant le 1^{er} janvier à compter duquel la Convention sera dénoncée ;
- en ce qui concerne l'imposition des successions, aux successions ouvertes postérieurement au 31 décembre de ladite année civile ;
- en ce qui concerne les autres droits d'enregistrement et les droits de timbre, aux actes et aux jugements intervenus postérieurement au 31 décembre de ladite année civile.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention établie en deux exemplaires.

Fait à Alger, le 2 octobre 1968.

Pour le Gouvernement de la République française :

PIERRE DE LEUSSE.

Pour le Gouvernement de la République algérienne,
démocratique et populaire :

ABDELAZIZ BOUTEFLIKA.

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale, les soussignés sont convenus des déclarations suivantes qui font partie intégrante de la Convention :

Additif à l'article 2.

a) Une personne physique précédemment domiciliée dans un des Etats contractants est considérée comme y ayant conservé son foyer permanent d'habitation si sa famille continue à résider habituellement dans cet Etat bien que cette personne physique séjourne, en fait, personnellement, la majeure partie de l'année dans l'autre Etat où elle a le centre de ses activités professionnelles.

b) Une personne physique précédemment domiciliée dans un des Etats contractants n'est pas considérée comme ayant son foyer permanent d'habitation dans l'autre Etat contractant bien que sa famille réside désormais habituellement dans ce dernier Etat, si cette personne physique continue, en fait, à séjourner personnellement la majeure partie de l'année dans le premier Etat et si elle y a conservé le centre de ses activités professionnelles. Toutefois, cette disposition ne trouve pas son application lorsque la majeure partie des revenus imposables au nom de la personne physique — en tant que chef de famille — provient de sources autres que celles situées dans l'Etat où elle avait précédemment son domicile.

Additif à l'article 4.

Les deux parties contractantes conviennent de considérer comme biens immobiliers, au sens de l'article 4, notamment les actions et parts des sociétés qui ont, en fait, pour unique objet soit la construction ou l'acquisition d'immeubles ou de groupes d'immeubles en vue de leur division par fractions destinés à être attribuées aux associés en propriété ou en jouissance, soit la gestion de ces immeubles en groupes d'immeubles ainsi divisés.

Additif à l'article 12.

Les dispositions de l'article 12 ne trouveront leur application, en tant qu'elles visent l'exploitation de navires, que pour les revenus des exercices clos postérieurement à l'entrée en vigueur de l'accord maritime conclu le 24 juillet 1967 entre les deux pays.

Additif à l'article 20.

1° Pour l'application des paragraphes 3 et 4, le montant des sommes imposables dans l'Etat d'où elles proviennent est déterminé en appliquant au montant brut des redevances une déduction de 20 p. 100 s'il s'agit de produits visés au paragraphe 3 et de 50 p. 100 dans le cas des sommes visées au paragraphe 4.

2. Les dispositions du deuxième alinéa du paragraphe 4 de l'article 20 relatives aux droits de location et rémunérations analogues pour l'usage ou le droit à usage d'équipements agricoles, industriels, portuaires, commerciaux ou scientifiques visent la mise à la disposition habituelle d'équipements appartenant à une autre entreprise et utilisés ou susceptibles d'être utilisés pour la poursuite d'une même activité professionnelle ou la réalisation d'une même opération.

Additif à l'article 22.

Pour tenir compte des relations particulières existant entre la France et l'Algérie, les deux parties contractantes sont convenues que, pendant une période transitoire qui pourra prendre fin par un accord conclu à la demande de l'une d'elles, la durée de séjour visée à l'alinéa a du deuxième paragraphe de l'article 22 est ramenée à cent vingt jours.

Additif à l'article 28.

L'expression « montant brut » qui figure à l'article 28 doit s'entendre du montant des revenus imposables avant déduction de l'impôt auquel ils ont été soumis dans l'Etat de la source.

Additif à l'article 40.

Tout contribuable qui fera l'objet dans un Etat contractant de poursuites en application des dispositions de l'article 40, en vue du recouvrement d'impositions dues dans l'autre Etat contractant, peut demander aux autorités compétentes du premier Etat de suspendre ces poursuites si, après la signature de la présente Convention, le contribuable est en mesure de faire valoir soit des droits afférents à des biens situés dans l'Etat où ont été établies les impositions, soit une créance exigible sur cet Etat, une collectivité publique, un établissement public ou un organisme chargé d'un service public dans ledit Etat.

Toutefois, les contribuables qui se seront établis ou auront exercé une activité lucrative sur le territoire de l'Etat requérant depuis la date de la signature de la présente Convention, ne pourront invoquer, pour obtenir une suspension des poursuites, les droits précités, que dans la mesure où ils sont afférents à des biens dont ils avaient la disposition à ladite date ou postérieurement.

Si cette demande, qui doit être appuyée des justifications nécessaires, apparaît fondée, il est sursis à l'application des dispositions de l'article 40. Les autorités compétentes de l'Etat requérant sont averties de cette décision et la demande est soumise, dans un délai de trois mois, à l'examen de la commission mixte visée au paragraphe 3 de l'article 42.

Cette commission décide si, et dans quelle mesure, le recouvrement forcé doit être poursuivi.

D'une manière plus générale, les contestations en matière de recouvrement sont considérées comme des difficultés d'application au sens de l'article 42 de la Convention.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le Ministre.

Alger, le 2 octobre 1968.

*A Son Excellence Monsieur Pierre de Leusse,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,
Haut Représentant de la République française
en Algérie.*

Monsieur l'Ambassadeur,

L'article 23 de la Convention fiscale que nous venons de signer ce jour ne fait pas mention du régime d'imposition au versement forfaitaire et à la taxe sur les salaires, applicable aux traitements, salaires, indemnités ou émoluments, pensions et rentes viagères, payés par le Etats contractants, les collectivités publiques ou les personnes morales de droit public à caractère administratif de ces Etats.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir me confirmer que ce silence ne préjuge pas la solution qui sera apportée aux problèmes posés par l'existence de ces impôts dans les relations entre nos deux pays.

Veillez croire, Monsieur l'Ambassadeur, à l'assurance de ma haute considération.

ABDELAZIZ BOUTEFLIKA.

AMBASSADE DE FRANCE
EN ALGÉRIE

L'Ambassadeur.

Alger, le 2 octobre 1968.

*A Son Excellence, Monsieur Abdelaziz Bouteflika,
Ministre des affaires étrangères de la République
algérienne démocratique et populaire, Alger.*

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire savoir ce qui suit :

« L'article 23 de la convention fiscale que nous venons de signer ce jour ne fait pas mention du régime d'imposition au versement forfaitaire et à la taxe sur les salaires, applicable aux traitements, salaires, indemnités ou émoluments, pensions et rentes viagères, payés par les Etats contractants, les collectivités publiques ou les personnes morales de droit public à caractère administratif de ces Etats.

« J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir me confirmer que ce silence ne préjuge pas la solution que sera apportée aux problèmes posés par l'existence de ces impôts dans les relations entre nos deux pays. »

J'ai l'honneur de vous faire part de l'accord de mon Gouvernement sur ce qui précède.

Veillez croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma haute considération.

PIERRE DE LEUSSE.

AMBASSADE DE FRANCE
EN ALGÉRIE

L'Ambassadeur.

Alger, le 2 octobre 1968.

*A Son Excellence Monsieur Abdelaziz Bouteflika,
Ministre des affaires étrangères de la République
algérienne démocratique et populaire, Alger.*

Monsieur le Ministre,

Nonobstant les dispositions de la convention fiscale à la signature de laquelle nous avons procédé ce jour, il est entendu que restent en vigueur les dispositions fiscales contenues dans l'Accord conclu le 29 juillet 1965 entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie, y compris ses annexes.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur ce point.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

PIERRE DE LEUSSE.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le Ministre.

Alger, le 2 octobre 1968.

*A Son Excellence Monsieur Pierre de Leusse,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,
Haut Représentant de la République française
en Algérie.*

Monsieur l'Ambassadeur,

Par lettre en date de ce jour vous avez bien voulu me faire savoir ce qui suit :

« Nonobstant les dispositions de la Convention fiscale à la signature de laquelle nous avons procédé ce jour, il est entendu que restent en vigueur les dispositions fiscales contenues dans l'Accord conclu le 29 juillet 1965 entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie, y compris ses annexes.

« J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur ce point. »

J'ai l'honneur de vous faire part de l'accord de mon Gouvernement sur ce qui précède.

Veillez croire, Monsieur l'Ambassadeur, à l'assurance de ma haute considération.

ABDELAZIZ BOUTEFLIKA.

AMBASSADE DE FRANCE
EN ALGÉRIE

L'Ambassadeur.

Alger, le 2 octobre 1968.

*A Son Excellence Monsieur Abdelaziz Bouteflika,
Ministre des affaires étrangères de la Répu-
blique algérienne démocratique et populaire,
Alger.*

Monsieur le Ministre,

Me référant à la Convention fiscale à la signature de laquelle nous avons procédé le 2 octobre 1968 et considérant que les dispositions de celle-ci répondent pour l'essentiel aux préoccupations qui ont motivé l'institution en Algérie d'un quitus fiscal, j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, de vous demander qu'à compter de ce jour mes compatriotes qui quittent l'Algérie, à titre temporaire ou définitif, ne soient plus assujettis aux dispositions du décret n° 63-196 du 5 juin 1963 relatif au quitus fiscal.

Je vous serais reconnaissant de me faire savoir si cette proposition recueille l'agrément du Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

PIERRE DE LEUSSE.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

—
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

—
Le Ministre.

Alger, le 2 octobre 1968.

*A Son Excellence Monsieur Pierre de Leusse,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,
Haut Représentant de la République française
en Algérie.*

Monsieur l'Ambassadeur,

Par lettre en date de ce jour vous avez bien voulu me faire savoir ce qui suit :

« Me référant à la Convention fiscale à la signature de laquelle nous avons procédé le 2 octobre 1968 et considérant que les dispositions de celle-ci répondent pour l'essentiel aux préoccupations qui ont motivé l'institution en Algérie d'un quitus fiscal, j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, de vous demander qu'à compter de ce jour mes compatriotes qui quittent l'Algérie, à titre temporaire ou définitif, ne soient plus assujettis aux dispositions du décret n° 63-196 du 5 juin 1963 relatif au quitus fiscal.

« Je vous serais reconnaissant de me faire savoir si cette proposition recueille l'agrément du Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire. »

J'ai l'honneur de vous faire part de l'accord de mon Gouvernement sur ce point.

Veuillez croire, Monsieur l'Ambassadeur, à l'assurance de ma haute considération.

ABDELAZIZ BOUTEFLIKA.